Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 183

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Venerdì, 11 agosto 1950 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA – presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46 r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 marzo 1950, n. 563.

Esecuzione del Protocollo di Parigi del 9 dicembre 1948 che apporta emendamenti alla Convenzione internazionale per le statistiche economiche firmata a Ginevra il 14 dicembre 1928.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'interno, per le finanze, per il commercio con l'estero e per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di Parigi del 9 dicembre 1948 che apporta emendamenti alla Convenzione internazionale per le statistiche economiche firmata a Ginevra il 14 dicembre 1928.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto conformemente a quanto stabilito dall'articolo V del Protocollo suddetto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 marzo 1950

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — SCELBA — VANONI — LOMBARDO — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 agosto 1950
Atti del Governo, registro n. 35, *foglio n.* 16. — CONSOLI

Protocole amendant la Convention internationale concernant les statistiques économiques signée a Genève le 14 décembre 1928.

Les Etats Parties au présent Protocole, considérant que la Convention internationale concernant les statistiques économiques, signée à Genève le 14 décembre 1928, a confié à la Societé des Nations certains devoirs et certaines fonctions, et qu'en raison de la dissolution de la Société des Nations, il est nécessaire de prendre des dispositions en vue d'en assurer l'accomplissement sans interruption, et considérant qu'il est opportun que ces devoirs et ces fonctions soient assumés désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les Etats Parties au présent Protocole prennent l'engagement qu'entre eux-mêmes, conformément aux dispositions du présent Protocole, ils attribueront plein

effet juridique aux amendements à ces instruments, mentionnés à l'annexe du présent Protocole, les mettront en vigueur et en assureront l'application.

Article II

Le Secrétaire général rédigera le texte de la convention révisée conformément au présent Protocole et en adressera un exemplaire, à titre d'information, au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et de chaque Etat non Membre appelé à signer ou à accepter le présent Protocole. Il invitera également les Etats Parties à ladite Convention à appliquer le texte amendé de cet instrument, dès l'entrée en vigueur des amendements, même s'ils n'ont pas encore pu devenir Parties au présent Protocole.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats Parties à la Convention du 14 décembre 1928 concernant les statistiques économiques auxquels le Secrétaire général aura communiqué, à cet effet, un exemplaire du présent Protocole.

Article IV

Les Etats pourront devenir Parties au présent Protocole :

a) En le signant sans réserve quant à l'acceptation ;

b) En le signant sous réserve d'acceptation et en l'acceptant ultérieurement ;

c) En l'acceptant.

L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

Le présent Protocole entrera en vigueur lorsque deux ou plusieurs Etats seront devenus Parties à ce Protocole.

Les amendements mentionnés à l'annexe au présent Protocole entreront en vigueur lorsque quinze Etats seront devenus Parties au présent Protocole. En conséquence tout Etat devenant Partie à la Convention après que les amendements à cette Convention seront entrés en viguer deviendra Partie à la Convention ainsi amendée.

Article VI

Conformément au paragraphe 1 de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole, ainsi que les amendements apportés à la Convention par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier, aussitôt que possible après l'enregistrement, le Protocole et le texte révisé de la Convention du 14 décembre 1928 concernant les statistiques économiques.

Article VII

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français, et russe feront également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Convention, qui doit être amendée comme prévu à l'annexe, étant rédigée seulement en anglais et en français, les textes français et anglais de l'annexe feront également foit et les textes chinois, espagnol et russe seront considérés comme des traductions. Une copie certifiée conforme du Protocole et de l'annexe sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats à la Convention du 14 décembre 1928 concernant les statistiques économiques, ainsi qu'à tous les Etats Membres des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole aux dates figurant en regard de leur signature respective.

Fait à Paris, le 9 décembre 1948

Pour l'Australie :
JOHN A. BEASLEY

Pour la Birmanie :
MYA SEIN

Pour le Canada :
LESTER B. PEARSON

Pour le Danemark :
GUSTAV RASMUSSEN

Pour l'Egypte :
A. M. KACHABA

Pour la France :
MAURICE SCHUMAN

Pour la Grèce :
COSTANTIN TSALDARIS

Pour l'Inde :
JAM SAHIB DE NAWANAGAR
SHIVA RAO

Pour la Norvège :
FINN MOE

Pour le Pays-Bas
J. G. DE BEUS

Pour le Royaume-Uni :
P. C. GORDON-WALKER

Pour la Suède :
SVEN GRAFSTROM

Pour la Suisse :
CARL J. BURCKARDT

Pour l'Union Sud-Africaine :
W. C. PARMINTER

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Annexe au protocole amendant la Convention internationale concernant les statistiques économiques, signée a Genève le 14 décembre 1928.

A l'article 2, *section* III (A): Remplacer les mots « Institut international d'agricolture » par les mots: « Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agricolture ».

L'article 8 sera rédigé comme suit :

« En dehors des fonctions spéciales qui lui sont confiées en vertu des dispositions de la présent Convention et des instruments annexés, le Conseil économique et social pourra formuler tous avis qui lui paraîtront utiles en vue d'améliorer ou de développer les principes et arrangements stipulés dans la Convention au sujet des catégories de statistiques qui y sont envisagées. Il pourra

également émettre des avis concernant d'autres catégories de statistiques d'un caractère analogue dont il semblera souhaitable et possible d'assurer l'uniformité internationale. Il examinera toutes les suggestions visant les mêmes fins qui pourront lui être soumises par le Gouvernement de l'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

Le Conseil économique et social est prié, si à un moment quelconque, la moitié au moins des Parties à la présente Convention en exprime le désir, de convoquer une conférence en vue de réviser et, s'il y a lieu, d'élargir la présente Convention ».

A l'article 10, remplacer dans le premier paragraphe les mots « Comité d'experts visé à l'article 8 » par les mots : « Conseil économique et social ».

Dans le deuxième paragraphe, remplacer le mot « Comité » per le mot « Conseil ».

L'article 11 sera rédigé comme suit:

« Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou tous territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administrer; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent; dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification un an après la réception de cette notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration du délai de cinq ans mentionné à l'article 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, ou tous territoires sous tutelle qu'elle est chargée d'administer; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration, six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura fait parvenir un exemplaire de la présente Convention, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article ».

A l'article 12, le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit:

« La présente Convention sera ratifiée. A compter de l'entrée en vigueur du Protocole signé à Paris en vue de modifier la présente Convention, les instruments de ratification seront adresses au Secrétaire général des Nations Unies, qui en notifiera la réception à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Etats non Membres auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention ».

L'Article 13 sera rédigé comme suit:

« A compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole signé à Paris en vue de modifier la présente Convention, il pourra être adhéré à la presente Convention, au nom de tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de tout Etat non Membre auquel le Conseil économique et social déciderait officiellement de communiquer la présente Convention.

Les instruments d'adhésion seront adressés au Secrétaire général des Nations Unies qui en notifiera la réception à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Etats non Membres auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention ».

A l'article 15, remplacer les mots « Secrétaire général de la Société des Nations », par les mots « Secrétaire général des Nations Unies ».

A l'article 16, dans le premier paragraphe, remplacer les mots « Secrétaire général de la Société des Nations » par les mots » Secrétaire général des Nations Unies », et les mots « Membre de la Société » par les mots « Membre de l'Organisation des Nations Unies ».

Le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit:

« Le Secrétaire général notifiera la dénonciation à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura communiqué un exemplaire de la présente Convention ».

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots « Membres de la Société » par les mots « Membres de l'Organisation des Nations Unies ».

A *l'article* 17, le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit:

« Les gouvernements des pays qui sont disposés à adhérer à la Convention en vertu de l'article 13, mais qui désirent être autorisés à apporter des réserves à l'application de la Convention, pourront informer de leur intention le Secrétaire général des Nations Unies. Celui-ci communiquera immédiatement ces réserves à toutes les Parties à la présente Convention en leur demandant si elles ont des objections à présenter. Si, dans un délai de six mois à dater de ladite communication, aucun pays n'a présenté d'objection, la réserve en question sera considérée comme acceptée ».

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 marzo 1950, n. 564.

Esecuzione degli scambi di Note fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America circa gli investimenti americani con garanzia E. C. A. effettuati a Roma il 9-17 giugno 1949.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Vista la legge 4 agosto 1948, n. 1108 che dà esecuzione all'Accordo di cooperazione economica fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, firmato a Roma il 28 giugno 1948;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro e per il commercio con l'estero.

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data agli scambi di Note fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America circa gli investimenti americani con garanzia E.C.A. effettuati a Roma il 9-17 giugno 1949.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 17 giugno 1949.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 marzo 1950

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — LOMBARDO

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 agosto 1950
Atti del Governo, registro n. 35, *foglio n.* 17. — CONSOLI

Scambio di Note fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America circa gli investimenti americani con garanzia E. C. A.

N. 8226 Roma, 9 giugno 1949

Signor Ambasciatore,

Ho l'onore di riferirmi alle conversazioni che si sono svolte fra i rappresentanti dei nostri due Governi in relazione ad investimenti privati effettuati da persone fisiche e giuridiche statunitensi in Italia con garanzia di trasferibilità di valuta da parte della Amministrazione per la Cooperazione Economica, secondo le disposizioni dell'articolo III dell'Accordo di Cooperazione Economica fra l'Italia e gli Stati Uniti del 28 giugno 1948.

A questo riguardo, è stato raggiunto un accordo sui punti seguenti:

1. Dopo l'approvazione del progetto, l'investitore statunitense riceverà, in materia di convertibilità in dollari del capitale ed interesse, un trattamento pari al più favorevole attualmente od in futuro accordato dal Governo italiano ad investitori stranieri in Italia in simili circostanze, fatta però eccezione per le facilitazioni che tali investitori possano godere in seguito ad unioni doganali già concluse o che saranno concluse in futuro dall'Italia.

2. Alle lire eventualmente acquistate dal Governo degli Stati Uniti in seguito all'applicazione delle disposizioni sulle garanzie ECA verrà accordato un trattamento non meno favorevole di quello concesso a fondi privati derivanti da simili operazioni effettuate da investitori statunitensi.

Gradisca, Signor Ambasciatore, gli atti della mia alta considerazione.

SFORZA

S. E. James Clement DUNN
Ambasciatore degli Stati Uniti d'America ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, June 17, 1949

Excellency

I have the honor to refer to your letter No. 8226 of June 9, 1949, regarding private investments by United States nationals in Italy under guaranties of currency transfer by the Economic Cooperation Administration as referred to in Article III of the Economic Cooperation Agreement between Italy and the United States of America dated June 28, 1948.

In this connection, agreement has been reached on the following points:

1. After the approval of the project, the U. S. investor will receive the most favorable treatment in respect to convertibility into dollars of principa and income currently accorded by the Italian Government, or which may be accorded by the Italian Government in the future, to foreign investors in Italy under similar circumstances, excluding, however, advantages which foreign investors may derive from customs unions that have been concluded or may be concluded in the future by Italy.

2. In the event that lire should be acquired by the U. S. Government pursuant to the application of ECA guaranty provisions, such lire will be accorded no less favorable treatment than that given to private funds arising from similar transactions by U. S. investors.

Please accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

JAMES CLEMENT DUNN

His Excellency Count Carlo SFORZA
Minister of Foreign Affairs - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

N. 8227 Roma, 9 giugno 1949

Signor Ambasciatore

Ho l'onore di riferirmi alle conversazioni che si sono svolte recentemente fra i rappresentanti dei nostri due Governi, in relazione ad investimenti privati effettuati in Italia da persone fisiche e giuridiche statunitensi con garanzia di trasferibilità di valuta da parte della Amministrazione per la Cooperazione Economica.

A questo riguardo, si è convenuto che le lire acquisite a mente dell'articolo III, paragrafo 2, dell'Accordo di Cooperazione Economica tra l'Italia e gli Stati Uniti d'America del 28 giugno 1948, saranno liberamente disponibili per coprire spese amministrative sostenute dal Governo degli Stati Uniti in Italia ed in territori sotto la giurisdizione italiana.

Gradisca, Signor Ambasciatore, gli atti della mia alta considerazione.

SFORZA

S. E. James Clement DUNN
Ambasciatore degli Stati Uniti d'America ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, June 17, 1949

Excellency

I have the honor to refer to your letter No. 8227 of June 9, 1949, regarding private investments by United States nationals in Italy under guaranties of currency transfer by the Economic Cooperation Administration.

In this connection, it has been agreed that lire acquired under the provisions of Article III, paragraph 2 of the Economic Cooperation Agreement between Italy and the United States of America dated June 28, 1948, will be freely available for U. S. Government's administrative expenditures in Italy and territories under Italian jurisdiction.

Please accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

JAMES CLEMENT DUNN

His Excellency Count Carlo SFORZA
Minister of Foreign Affairs ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 giugno 1950, n. 565.

Erezione della parrocchia dei Santi Nicolò e Paolo, in Aris di Monfalcone (Gorizia).

N. 565. Decreto del Presidente della Repubblica del 10 giugno 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, vengono riconosciuti agli effetti civili il decreto dell'Arcivescovo di Gorizia 3 aprile 1943, integrato con postilla 10 giugno 1949, relativo alla erezione della parrocchia dei Santi Nicolò e Paolo, in Aris di Monfalcone (Gorizia) e il decreto dello stesso Arcivescovo 11 febbraio 1947, integrato con postilla 10 giugno 1949, relativo alla istituzione di una cooperativa presso la parrocchia stessa. La Chiesa parrocchiale di San Nicolò Vescovo in Aris di Monfalcone, viene autorizzata ad accettare la donazione fattale dal comune di Monfalcone, consistente in un appezzamento di terreno circostante l'edificio sacro, valutato L. 50.000.

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 agosto 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 febbraio 1950.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « Parco del Generale », sito nel comune di Castevolturno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 3 novembre 1949 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « Parco del Generale », di pertinenza degli eredi di Papararo Giuseppe di Francesco e comune di Castelvolturno, riportato nel catasto del comune di Castelvolturno in testa alla ditta Papararo Giuseppe di Francesco, livellario al comune di Castelvolturno, partita 758, foglio di mappa 39, particella 28, per la superficie di Ha. 1.75.60 e con la rendita imponibile di L. 333,64.

Il fondo confina con la proprietà Arena Maria fu Raffaele, salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 17 gennaio 1950 ed intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « Parco del Generale » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 25.000 (venticinquemila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 2 febbraio 1950

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 luglio 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 54, foglio n. 217. — BERITELLI

(3494)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 marzo 1950.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti dei fondi « La Piana » e « Seponi », siti nel comune di Castelvolturno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 1° marzo 1950 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio

decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che i fondi qui appresso indicati si trovano nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondi denominati « La Piana » e « Seponi », riportati nel catasto del comune di Castelvolturno in testa alla ditta Auriemma Alfredo fu Giuseppe, livellario al comune di Castelvolturno, partita 737, foglio di mappa 32, particelle 135-*a*, 103-*b*, 40, 42, 63, 78, 80, 108, 120 (fondo « Seponi » della superficie di Ha. 6.03.93); foglio di mappa 39, particella 16 parte (16-*A* e 16-*c*) e 6 parte (6-*B*) (fondo « La Piana » della superficie di Ha. 12.10.16), per la superficie complessiva di Ha. 18.14.09 e con un reddito imponibile di L. 2847,96.

Il fondo « Seponi » confina con la strada dei Seponi; con i fondi di proprietà Noviello Arturo fu Carmine, Pirolo Luigi ed altri fu Giuseppe, ed altri; Simeone Nicola, Pasquale e altri fu Giovanni ed altri.

Il fondo « La Piana » confina con i fondi di proprietà Auriemma Alfredo, Montesano Giuseppe ed altri; Boccone Raffaele di Luigi ed altri; Falcone Anna ed altri; con il canale delle Colmate; con la strada della Piana, la quale delimita il fondo stesso al lato sud;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 10 marzo 1950 ed intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

I fondi sopradescritti sono trasferiti in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione dei fondi stessi, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 200.000 (duecentomila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 20 marzo 1950

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 luglio 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 54, foglio n. 209. — BERITELLI

(3500)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 aprile 1950.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « La Piana », sito nel comune di Castelvolturno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 16 marzo 1950 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « La Piana », riportato nel catasto del comune di Castelvolturno in testa alla ditta Auriemma Raffaele, Enrico, Roberto e Alfredo fu Giuseppe, livellari al comune di Castelvolturno, partita 1077, foglio di mappa 31, particella 77-*a*, per la superficie di ettari 0.61.80 e con l'imponibile di L. 117,42, confinante con i fondi di proprietà Arena Maria e col canale delle Colmate, salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 23 marzo 1950 ed intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « La Piana » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 12.000 (dodicimila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 5 aprile 1950

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 luglio 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 55, foglio n. 5. — BERITELLI

(3501)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 20 marzo 1950.

Cessione alla Biblioteca civica « Pio Rajna » di Sondrio, dei volumi già di pertinenza della sezione del soppresso istituto nazionale di cultura fascista di Sondrio.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO
E CON
IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il regio decreto-legge 2 agosto 1943, n. 704;

Vista l'istanza in data 18 agosto 1949, con la quale la Biblioteca civica « Pio Rajna » di Sondrio chiede l'assegnazione, in via definitiva, dei volumi già di pertinenza della sezione di quella città, del soppresso istituto nazionale di cultura fascista, tenuti, dal 1946, dalla Biblioteca stessa in uso temporaneo;

Ritenuto che detti volumi trovano la destinazione migliore presso la menzionata Biblioteca per scopi culturali ed interesse collettivo;

Considerato che il direttore della Biblioteca « Pio Rajna » di Sondrio s'impegna a non alienare tali volumi che verranno destinati ad esclusivo scopo culturale di quella Biblioteca civica;

Visto l'art. 38 del decreto legislativo luogotenenziale 27 luglio 1944, n. 159;

Decreta:

I volumi, già di pertinenza della sezione di Sondrio del soppresso istituto nazionale di cultura fascista, descritti nell'unito elenco, che forma parte integrante del presente decreto, sono ceduti alla Biblioteca civica « Pio Rajna » di Sondrio, con l'obbligo della destinazione perenne ed inalienabile alla Biblioteca medesima.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 marzo 1950

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Il Ministro per la pubblica istruzione
GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 luglio 1950
Registro n. 37, foglio n. 247. — FERRARI

(3254)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 20 marzo 1950.

Cessione alla Biblioteca universitaria alessandrina di Roma, delle pubblicazioni già di pertinenza del soppresso istituto nazionale di cultura fascista di Roma.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO
E CON
IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il regio decreto-legge 2 agosto 1943, n. 704;

Vista l'istanza in data 7 febbraio 1950, con la quale la direttrice della « Biblioteca universitaria alessandrina di Roma » chiede che siano destinate in via definitiva a quella Biblioteca le pubblicazioni di pertinenza del soppresso istituto nazionale di cultura fascista, già assegnate alla stessa in uso temporaneo e revocabile a decorrere dal 27 giugno 1944;

Ritenuto che tali pubblicazioni trovano la destinazione migliore presso la predetta Biblioteca per scopi culturali d'interesse collettivo;

Considerato che la Biblioteca universitaria alessandrina s'impegna a non alienare le pubblicazioni che le saranno destinate;

Visto l'art. 38 del decreto legislativo luogotenenziale 27 luglio 1944, n. 159;

Decreta:

Le pubblicazioni attualmente depositate presso la Biblioteca alessandrina in Roma, già di pertinenza del soppresso istituto nazionale di cultura fascista, descritte negli uniti inserti, che formano parte integrante del presente decreto, sono cedute alla Biblioteca universitaria alessandrina con obbligo di destinazione perenne ed inalienabile all'ente stesso.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 marzo 1950

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Il Ministro per la pubblica istruzione
GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 luglio 1950
Registro Presidenza n. 37, foglio n. 166. — FERRARI

(3253)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 25 marzo 1950.

Cessione all'Accademia delle belle arti di Bologna, delle pubblicazioni già di pertinenza della sezione del soppresso istituto nazionale di cultura fascista di Bologna.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO
E CON
IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il regio decreto-legge 2 agosto 1943, n. 704;

Vista l'istanza in data 20 dicembre 1949, con la quale il presidente dell'Accademia di belle arti di Bologna chiede la cessione gratuita delle pubblicazioni già di pertinenza della sezione locale del soppresso istituto nazionale di cultura fascista;

Considerato che tali pubblicazioni trovansi già in deposito presso l'Accademia richiedente;

Considerato che l'Accademia s'impegna a non alienare le pubblicazioni, destinandole perennemente alla propria biblioteca per scopi culturali;

Visto l'art. 38 del decreto legislativo luogotenenziale 27 luglio 1944, n. 159;

Decreta:

Le pubblicazioni, già di pertinenza della sezione di Bologna del soppresso istituto nazionale di cultura fascista, descritte nell'unito elenco, che forma parte integrante del presente decreto, sono cedute gratuitamente all'Accademia di belle arti di Bologna, con obbligo di destinazione perenne ed inalienabile alla biblioteca dell'Accademia stessa.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 marzo 1950

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Il Ministro per la pubblica istruzione
GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 luglio 1950
Registro n. 37, foglio n. 167. — FERRARI

(3252)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 25 marzo 1950.

Cessione all'Università degli studi di Napoli, dei materiali costituenti il complesso tipografico già di pertinenza dell'ex g.u.f. locale.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO
E CON
IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il regio decreto-legge 2 agosto 1943, n. 704;

Vista l'istanza 18 novembre 1948, con la quale il prorettore dell'Università degli studi di Napoli chiede che sia destinato all'Università stessa il complesso tipografico di pertinenza dell'ex g.u.f. locale, già dato in custodia alla data di soppressione del p.n.f. e concesso in uso temporaneo e revocabile dall'Alto Commissariato aggiunto per la liquidazione dei beni fascisti;

Visto il verbale del Consiglio di amministrazione dell'Università degli studi di Napoli in data 27 ottobre 1949;

Considerato che l'Università predetta rinuncia al diritto di credito vantato per assegni e contributi a suo tempo corrisposti al soppresso g.u.f. di Napoli;

Considerato che l'Università concessionaria si obbliga altresì:

a) a versare all'Erario le somme pagate per la liquidazione delle passività residuali al 25 luglio 1943 del predetto soppresso g.u.f. in complessive L. 3.005.928;

b) a conservare perennemente il complesso tipografico per i servizi universitari con vincolo della inalienabilità dell'intero materiale descritto nella perizia tecnica, inteso nel senso che questo potrà essere sostituito o rinnovato per vetustà od altri consimili motivi;

Visto l'art. 38 del decreto legislativo luogotenenziale 27 luglio 1944, n. 159;

Decreta:

I materiali costituenti il complesso tipografico nell'Università degli studi di Napoli, descritto nell'unita perizia tecnica che forma parte integrante del presente decreto, sono ceduti alla Università degli studi di Napoli alle condizioni tutte indicate nella narrativa del presente decreto.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 marzo 1950

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Il Ministro per la pubblica istruzione
GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 luglio 1950
Registro n. 37, foglio n. 168. — FERRARI

(3255)

DECRETO MINISTERIALE 15 luglio 1950.

Sostituzione di un membro della Commissione provinciale per il collocamento, nella provincia di Cagliari.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 17 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Cagliari;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Cagliari n. 7018 in data 25 maggio 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Rettaroli Raul rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'associazione sindacale interessata con il rag. Anchisi Aldo, della stessa associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Rettaroli Raul è sostituito con il rag. Anchisi Aldo quale rappresentante dei lavoratori nella Commissione provinciale per il collocamento di Cagliari.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 luglio 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(3478)

DECRETO MINISTERIALE 21 luglio 1950.

Revoca del decreto Ministeriale 5 gennaio 1950, riguardante la sottoposizione a sindacato la Società anonima « La Cristallo », con sede in Milano.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 5 gennaio 1950, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sindacato la « Cristallo » società anonima con sede in Milano, avendo

nella stessa interessi persone di nazionalità tedesca e nominato sindacatore il dott. Bruno Giussani;

Ritenuto che, in relazione all'avvenuta vendita delle n. 1000 azioni di pertinenza tedesca della predetta Società, non esistono più nella « Cristallo » società anonima, interessi di persone di nazionalità tedesca, per cui deve provvedersi alla revoca del provvedimento di sindacato summenzionato;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto l'art. 9 del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 5 gennaio 1950, col quale è stata sottoposta a sindacato « La Cristallo » società anonima, con sede in Milano e nominato sindacatore il dott. Bruno Giussani.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 luglio 1950

Il Ministro: PELLA

(3507)

DECRETO MINISTERIALE 24 luglio 1950.

Revoca del decreto Ministeriale 10 dicembre 1947, riguardante la sottoposizione a sindacato della ditta individuale G. C. Herion Pedro Gotthilf fu Cristiano, con sede in Venezia - Giudecca.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 10 dicembre 1947, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sindacato la ditta individuale G. C. Herion di Herion Pedro Gotthilf fu Cristiano, con sede in Venezia-Giudecca, e nominato sindacatore il dott. Carlo Cecconi;

Ritenuta l'opportunità di revocare il sindacato della suindicata azienda;

Vista la deliberazione in data 13 luglio 1950 del Comitato internazionale per la liquidazione dei beni tedeschi in Italia;

Visto l'art. 9 del predetto regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Decreta:

E' revocato il sindacato della ditta individuale G. C. Herion Pedro Gotthilf fu Cristiano, con sede in Venezia-Giudecca, disposto con decreto 10 dicembre 1947 ed è conseguentemente revocata la nomina a sindacatore del dott. Carlo Cecconi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 luglio 1950

Il Ministro: PELLA

(3458)

DECRETO MINISTERIALE 27 luglio 1950

Conferma in carica del commissario dell'Ente autonomo magazzini generali di Verona.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 28 agosto 1924, per il riconoscimento giuridico dell'Ente autonomo magazzini generali di Verona e per l'approvazione del relativo statuto;

Visto il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158;

Visto il decreto Ministeriale 30 ottobre 1927, che autorizza, a' sensi del succitato regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, la continuazione dell'esercizio dei Magazzini generali di Verona, gestiti dall'apposito Ente autonomo;

Visto il decreto 12 maggio 1945 del Prefetto della provincia di Verona ed i decreti 12 luglio e 30 dicembre 1949 del Ministro per l'industria ed il commercio;

Ritenuta l'opportunità di prorogare al 30 giugno 1951 l'attuale Amministrazione straordinaria dell'Ente autonomo predetto, affiancandone l'opera con un Comitato di vigilanza, con i poteri e le funzioni di cui agli articoli 2403 e seguenti Codice civile;

Decreta:

Art. 1.

Il rag. Guido Braggio è confermato sino al 30 giugno 1951 nella carica di commissario dell'Ente autonomo magazzini generali di Verona, con i poteri del Consiglio d'amministrazione.

Art. 2.

Fino alla scadenza dell'attuale amministrazione straordinaria dell'Ente autonomo magazzini generali di Verona, come sopra prorogata, l'opera della detta Amministrazione sarà affiancata da un Comitato di vigilanza, composto dal sindaco dell'Ente e da due funzionari designati dal Ministro per l'industria e per il commercio.

Roma, addì 27 luglio 1950

Il Ministro: TOGNI

(3505)

DECRETO MINISTERIALE 31 luglio 1950.

Liquidazione della Società cooperati a « L'Azione » con sede in Napoli e nomina del liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 11 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 dicembre 1947, n. 1577, 2540 del Codice civile, e 197 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Viste le risultanze emerse dall'ispezione straordinaria eseguita da un proprio funzionario sull'attività della Società cooperativa « L'Azione », con sede in Napoli;

Considerato che la predetta cooperativa si trova in stato di insolvenza;

Sentito, in via d'urgenza, il parere del Comitato di cui all'art. 19 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 dicembre 1947, n. 1577, e articoli 4 e 5 della legge 8 maggio 1949, n. 285;

Ritenuta la necessità e l'urgenza di procedere alla messa in liquidazione coatta amministrativa della società stessa;

Decreta:

Art. 1.

La Società cooperativa « L'Azione », con sede in Napoli, costituita con atto 29 settembre 1945 del sig. Giuseppe Quaranta, notaio in Napoli, è posta in liquidazione coatta amministrativa, a termini degli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Art. 2.

Il sig. avv. Giuseppe Tolino, residente in Napoli, via dei Mille n. 16, è nominato liquidatore della predetta cooperativa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Con successivo decreto sarà provveduto alla nomina del comitato di sorveglianza, previsto dall'art. 198, del citato regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 luglio 1950

Il Ministro: Marazza

(3482)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Libera vendita dell'acqua medio-minerale « Antica Fonte »

Con provvedimento dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica del 26 giugno 1950, n. 542, venne autorizzata la Società Idro-Peio con sede in Padova (via Tiziano Aspetti, 62) a smerciare in bottiglie — tenuti presenti gli obblighi derivanti dal contratto d'affitto stipulato col comune di Peio — l'acqua medio-minerale « Antica Fonte » che viene considerata acqua minerale parzialmente deferrizzata per decantazione e con restituzione di gas della sorgente.

Tale acqua minerale verrà captata, canalizzata e imbottigliata, secondo le note descrittive corredate da disegni, allegate alla domanda dell'8 maggio 1950 ed i lavori, in corso di esecuzione, dovranno essere compiuti entro l'anno 1950.

L'acqua minerale verrà smerciata in bottiglie da un litro, mezzo litro, un quarto di litro, con tappo a corona tornito, che non possa dar luogo ad adulterazioni o sostituzioni dell'acqua.

Le etichette per le bottiglie avranno le seguenti dimensioni: quelle per le bottiglie da un litro centimetri 19,5 di lunghezza, centimetri 12 di altezza; quelle da 1/2 litro centimetri 17 di lunghezza 12 di altezza; quelle da 1/4 di litro centimetri 10,5 di lunghezza e 7,5 di altezza e saranno uguali per colori e dicitura, però si consente che sull'etichetta di 1/4 di litro venga omessa la riproduzione del paesaggio di Peio.

Le etichette da un litro e da 1/2 litro sono stampate su carta bianca e sono divise in tre rettangoli; nel rettangolo mediano in alto trovasi stampato : « Acqua minerale bicarbonato-alcalina-terrosa » e sotto è riprodotto il paesaggio di Peio in cromo-litografia su fondo verde chiaro. Segue in basso il nome della sorgente « Antica Fonte di Peio » l'indicazione del Comune, ove trovasi la sorgente e viene indicato che lo stabilimento di imbottigliamento trovasi in Peio. Sotto trovasi la descrizione delle località.

Nel rettangolo di sinistra vengono riprodotte le caratteristiche terapeutiche e le modalità di cura seguendo le indicazioni contenute nelle relazioni:

1) del prof. Pio Bastai direttore della Clinica medica generale dell'Università di Padova (26 aprile 1949);

2) del prof. Adriano Valenti direttore dell'Istituto di farmacologia dell'Università di Milano (6 aprile 1943); nonchè nella classifica ufficiale per precisare l'azione terapeutica prevalente dell'acqua.

Nel rettangolo di destra vengono riprodotti i risultati della analisi chimica e batteriologica, con il nome dell'Istituto e degli analizzatori e con la data delle analisi del prof. Giuseppe Mezzadroli, direttore dell'Istituto di chimica presso la Facoltà di chimica industriale dell'Università di Bologna (6 marzo 1942), nonchè le determinazioni fisico-chimiche i dati analitici, ed i gas disciolti nell'acqua.

Sotto, in un rettangolo nel lato sinistro, viene precisato: « L'acqua imbottigliata viene parzialmente deferrizzata. All'acqua vengono restituiti i gas della sorgente ».

Segue la data ed il numero del decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica di autorizzazione alla vendita in bottiglie. Sulle bottiglie verrà inoltre applicato un bollino di carta con riprodotta una stella alpina e con la dicitura: Acqua minerale « Peio Antica Fonte ».

(3528)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa « Reduci Basso Conca », con sede in Mercatino Conca.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 31 luglio 1950 la Società cooperativa « Reduci Basso Conca » con sede in Mercatino Conca, costituita con rogito 10 maggio 1946, del notaio Gaetano Corsale di Macerata Feltria, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 Codice civile.

(3520)

Scioglimento della Società cooperativa fra birocciai, con sede in Medicina.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 31 luglio 1950 la Società cooperativa fra birocciai, con sede in Medicina, costituita con rogito in data 31 maggio 1931 del notaio dott. Gino Calza, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 Codice civile.

(3521)

Scioglimento della Società cooperativa Reduci del Basso Montefeltro, con sede in Montegrimano.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 31 luglio 1950 la Società cooperativa Reduci del Basso Montefeltro, con sede in Montegrimano, costituita con rogito in data 28 marzo 1946, per notaio Gaetano Corsale di Macerata Feltria, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile.

(3522)

Scioglimento della Società cooperativa Pescatori della Costa di Amalfi, con sede in Amalfi e nomina del liquidatore.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 31 luglio 1950 la Società cooperativa Pescatori della costa di Amalfi, con sede in Amalfi, è stata sciolta ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile ed è stato nominato liquidatore il rag. Giovanni Bergamasco.

(3523)

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa agricola « Redenzione », con sede in Roma.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 31 luglio 1950 i poteri conferiti al comm. Pasquale Gargiulo, commissario della Società cooperativa agricola « Redenzione » con sede in Roma, sono stati prorogati al 31 dicembre 1950.

(3524)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % 1959

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 49.

In applicazione dell'art. 9 del decreto Ministeriale 22 dicembre 1949 e dell'art. 230 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298, è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati titoli provvisori di buoni del Tesoro novennali 5 % 1959:

Serie e Numero		Ufficio che ha emesso il titolo	Persona che ha denunciato lo smarrimento	Capitale nominale
				Lire
Serie B	98452	Tesoreria provinciale di Padova	Marinetti Luigi fu Edoardo, dom. a Padova in via Borromeo n. 1.	10.000
Id.	98453	Come sopra	Come sopra	10.000
Id.	98454	Come sopra	Come sopra	10.000
Serie D	211844	Come sopra	Come sopra	100.000
Id.	211845	Come sopra	Come sopra	100.000
Serie C	178295	Tesoreria provinciale di Imperia	Bini Guido fu Pietro, dom. a Imperia in via Malta n. 4	50.000
Serie A	205012	Tesoreria provinciale di Bologna	Ricci Pasquale fu Antonio, dom. a Bologna in via Irnerio n. 8.	5.000
Id	205013	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	205014	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	205015	Come sopra	Come sopra	5.000
Serie D	52517	Tesoreria provinciale di Torino	Gallo Giacomo-Giuseppe, dom. a Sciolze, frazione di Tetti Borca (Torino).	100.000
Serie E	86108	Tesoreria provinciale di Pavia	Pecci Erminio di Annibale, dom. a Torrevecchia (Pavia).	500.000

Si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definitivi corrispondenti a quelli provvisori smarriti.

Roma, addì 5 luglio 1950 *Il direttore generale*: DE LIGUORO

(3085)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevuta di titoli del Debito pubblico

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 2.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 862 — Data della ricevuta: 20 ottobre 1948 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Ferrante Camillo fu Federico — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 3000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 685 — Data della ricevuta: 12 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Como — Intestazione: Pozzi Enrico fu Vincenzo — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 4000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 31 — Data della ricevuta: 10 marzo 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Siracusa — Intestazione: Materazzo Eduardo fu Luciano — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906) — Capitale L. 3700.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 36 — Data della ricevuta: 16 novembre 1948 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Agrigento — Intestazione: Maurello Pietrina fu Pietro — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 2000

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 401 — Data della ricevuta: 11 maggio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Campobasso — Intestazione: Mastromonaco Domenico di Berardino — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 41.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 21 — Data della ricevuta: 18 agosto 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Siena — Intestazione: Bianchini Giuseppe fu Achille — Titoli del Debito pubblico: Buono del Tesoro 5 % (1949) — Capitale L. 20.500.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, numero 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 19 luglio 1950

Il direttore generale: DE LIGUORO

(3304)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Medesano (Parma)

Per il periodo 1° agosto 1950-31 luglio 1953, i fondi siti nel comune di Medesano (Parma), della estensione di ettari 1100, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

a *nord*: strada comunale dal capoluogo di Medesano al quadrivio della strada delle Milane, indi strada delle Milane fino alle case dei Bellini, indi strada comunale di Miano fino al confine est del podere « Casanuova Bocchi »;

ad *ovest*: confine del podere suddetto fino al rio degli spiaggi e fino al rio Campanara, indi strada comunale di monte Miarino, indi confine sud del podere « Campanara », indi confine nord del podere « Corno », indi strada vicinale di Pianessa, indi strada del mulino di Felegara, indi il cimitero di Felegara fino al fiume Taro;

a *sud*: sponda sinistra del fiume Taro al limite del terreno censito;

ad *est*: confine est del podere Poletti, indi strada provinciale fino a Medesano.

(3429)

Divieto di caccia e uccellagione nella zona venatoria di Monte San Giovanni Sabino (Rieti)

Fino al 30 giugno 1951 è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Rieti, della estensione di ettari 392 circa, compresa nel comune di Monte San Giovanni Sabino, delimitata dai seguenti confini:

a *nord*: territorio di Poggio Perugino;

a *sud*: strada di colle Strepparo che conduce ai Valloni ed al bosco di San Michele del comune di Monte San Giovanni;

ad *ovest*: territorio del comune di Roccantica;

ad *est*: prosecuzione della strada che va da Fonte Lupa alla sorgente Trocchi, seguendo la strada Forchetta delle vacche fino al confine del territorio di Poggio Perugino.

(3436)

Divieto di caccia e uccellagione nella zona venatoria di Varco Sabino (Rieti)

Fino al 30 giugno 1951 è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Rieti, della estensione di ettari 404 circa, compresa nel comune di Varco Sabino, delimitata dai seguenti confini:

diga Salto (dal bivio Roccavittiana fino alla diga); strada rotabile per Varco Sabino fino a Santa Maria; confine territoriale per Vallecupola fino all'inizio del fosso della Guaida; detto fosso fino alla foce.

(3437)

Divieto di caccia e uccellagione nella zona venatoria di Diano D'Alba (Cuneo)

Fino al 31 dicembre 1951 è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cuneo, dell'estensione di ettari 500 circa, compresa nel comune di Diano d'Alba, delimitata dai seguenti confini:

strada comunale Diano d'Alba-frazione Ricca; da qui strada nazionale n. 29 fino alla Madonna Moretta; indi scorciatoia di allacciamento alla provinciale Alba Diano Bossolasco e quindi la provinciale stessa fino a Diano d'Alba nel punto di unione con la comunale Diano-frazione Ricca.

(3434)

Divieto di caccia e uccellagione nella zona venatoria di Poggio Moiano (Rieti)

Fino al 30 giugno 1951 è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Rieti, della estensione di ettari 579, compresa nel comune di Poggio Moiano, delimitata dai seguenti confini:

Laceto-Votarelli; Piani della Chiesa; Via Passo: Stretto strada Orviniense; Costa del Morto; Magellina; Pelati di Carlo; Laceto.

(3433)

Proroga del divieto di caccia e uccellagione nella zona venatoria di Strevi (Alessandria)

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con il decreto Ministeriale 26 giugno 1949, nella zona di Strevi (Alessandria), della estensione di ettari 350, i cui confini sono stati delimitati con lo stesso decreto Ministeriale, viene prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, numero 1016, fino al 31 dicembre 1951.

(3443)

Revoca della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Lonate Pozzolo (Varese) e costituzione della zona venatoria di Lonate Pozzolo (Varese).

La zona di ripopolamento e cattura di Lonate Pozzolo (Varese), di cui al decreto Ministeriale 15 marzo 1950 è revocata.

Nei fondi già facenti parte della suddetta zona di ripopolamento e cattura, dell'estensione di ettari 270, delimitati dai confini sotto indicati, la caccia e l'uccellagione, sotto qualsiasi forma, è vietata fino a nuova disposizione, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016.

Confini:

a *nord*: pista confinante con la riserva rag. Fassini & C.;

a *sud*: confine riserva di Castano e riserva rag. Fassini & C.;

ad *est*: strada comunale Tornavento-Castano Primo;

ad *ovest*: confine riserva rag. Fassini & C.

(3444)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Scambio di Note fra l'Italia e la Francia in materia di denominazioni di origine.

Nella riunione del 24 giugno 1950, tenutasi a Roma dalla Commissione mista italo-francese, prevista dagli accordi firmati a Roma il 29 maggio 1948 e resi esecutivi con legge 18 luglio 1948, n. 766, fra il Presidente della Delegazione francese e il Presidente della Delegazione italiana ha avuto luogo il seguente scambio di note:

Rome, le 24 juin 1950

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 4 de l'Accord du 29 mai 1948 sur la protection des appellations d'origine et la sauvegarde des dénominations de certains produits, j'ai l'honneur de vous proposer que l'annexe *A*-1 dudit Accord soit complétée, in fine, ainsi qu'il suit:

Dénominations simples:

Vermouth français.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation Française
LUCIEN HUBERT

Monsieur le Président
de la Délégation Italienne — ROME

Rome, le 24 juin 1950

Monsieur le Président,

Vous référant à l'article 4 de l'Accord du 29 mai 1948 sur la protection des appellations d'origine et la sauvegarde des dénominations de certains produits, vous avez bien voulu me proposer que l'Annexe *A*-1 dudit Accord soit completée, in fine, ainsi qu'il suit:

Dénominations simples:

Vermouth français.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'Accord du Gouvernement italien sur cette modification.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation Italienne
ANTONIO PENNETTA

Monsieur le Président
de la Délégation Française — ROME

Rome, le 24 juin 1950

Monsieur le Président,

Au cours de la session tenue à Rome, du 12 au 24 juin 1950 par la Commission mixte prévue aux Accords du 29 mai 1948, les deux Délégations ont reconnu l'intérêt qui s'attacherait à ce que les vins français bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée fussent obligatoirement accompagnés, à leur entrée *sur le territoire italien, d'un certificat d'origine délivré par* une autorité française compétente.

Se référant à l'article 3 de l'accord du 29 mai 1948 relatif à la protection des appellations d'origine, le Gouvernement français, a, en conséquence, l'honneur de proposer au Gouvernement italien que le certificat d'origine ci-dessus visé soit constitué par le volant (partie droite détachable) des titres de mouvement de couleur verte (acquit à caution du registre 2 *A* bis *A*) mentionnant lesdites appellations et délivrés par l'Administration des contributions indirectes. Un exemplaire de ce document est joint à la présente lettre.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître l'accord du Gouvernement italien sur la proposition qui précède, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation Française
LUCIEN HUBERT

Monsieur le Président
de la Délégation Italienne — ROME

Rome, le 24 juin 1950

Monsieur le Président,

Par lettre en date ce jour Vous avez bien voulu me faire la communication suivante:

« Au cours de la session tenue à Rome, du 12 au 24 juin 1950 par la Commission mixte prévue aux Accords du 29 mai 1948, les deux Délégations ont reconnu l'intérêt qui s'attacherait à ce que les vins français bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée fussent obligatoirement accompagnés, à leur entrée sur le territoire italien, d'un certificat d'origine délivré par une autorité française compétente.

Se référant à l'article 3 de l'accord du 29 mai 1948 relatif à la protection des appellations d'origine, le Gouvernement français a, en conséquence, l'honneur de proposer au Gouvernement italien que le certificat d'origine ci-dessus visé soit constitué par le volant (partie droite détachable) des titres de *mouvement de couleur verte (acquit à caution du registre 2 A* bis *A*) mentionnant lesdites appellations et délivrés par l'Administration des contributions indirectes. Un exemplaire de ce document est joint à la présente lettre ».

En vous remerciant de cette communication j'ai l'honneur de Vous confirmer l'accord du Gouvernement italien sur la proposition qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation Italienne
ANTONIO PENNETTA

Monsieur le Président
de la Délégation Française — ROME

(3565)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE FINANZE

Diario delle prove scritte dei concorsi per esami, riservati al personale di ruolo e non di ruolo dell'Amministrazione finanziaria e delle altre Amministrazioni statali (supplemento n. 1 e 2 alla « Gazzetta Ufficiale » n. 174 del 1° agosto 1949).

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti i decreti Ministeriali 9 maggio 1949, pubblicati nei supplementi ordinari n. 1 e 2 alla *Gazzetta Ufficiale* del 1° agosto 1949, n. 174, con i quali sono stati banditi i seguenti concorsi per esami riservati al personale di ruolo e non di ruolo dipendente dal Ministero delle finanze e dalle altre Amministrazioni statali:

1. — Concorso per esami a centosessantuno posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa dell'Amministrazione centrale del Ministero delle finanze (gruppo *A*);

2. — Concorso per esami a duecentosettanta posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa delle Intendenze di finanza (gruppo *A*);

3. — Concorso per esami a trecentonovantatre posti di alunno in prova nel ruolo del personale d'ordine del Ministero e delle Intendenze di finanza (gruppo *C*);

4. — Concorso per esami a ottocentosettantasette posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari;

5. — Concorso per esami a milletrecentottanta posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo del personale sussidiario degli Uffici del registro (gruppo *C*);

6. — Concorso per esami a trecentotrenta posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo del personale sussidiario delle Conservatorie dei registri immobiliari (gruppo *C*);

7. — Concorso per esami a ottocentosettantuno posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette;

8. — Concorso per esami a ottocentonovantaquattro posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo di gruppo *C* dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette;

9. — Concorso per esami a sessantacinque posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* del personale provinciale delle imposte di fabbricazione (specializzazione tecnici);

10. — Concorso per esami a cinquanta posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* del personale provinciale delle imposte di fabbricazione (specializzazione elettrotecnici);

11. — Concorso per esami a quarantacinque posti di ufficiale aggiunto in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale provinciale delle imposte di fabbricazione (specializzazione computisti);

Visto il decreto Ministeriale 10 dicembre 1949, con il quale vengono tra l'altro apportate delle variazioni al numero delle sedi di esame per lo svolgimento delle prove scritte già stabilite dall'art. 10 dei citati decreti Ministeriali relativi ai bandi di concorso per l'Amministrazione provinciale delle tasse e per quella delle dogane;

Visto il decreto Ministeriale 14 gennaio 1950, con il quale vennero rinviate a data da stabilire con successivo decreto Ministeriale le prove scritte dei concorsi anzidetti già stabilite con il richiamato decreto Ministeriale 10 dicembre 1949;

Considerato che sono venute meno le ragioni di opportunità che determinarono il rinvio delle prove scritte dei concorsi surriportati;

Decreta:

Art. 1.

Le prove scritte dei sottonotati concorsi indetti con i decreti Ministeriali 9 maggio 1949 avranno luogo in Roma nel Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, n. 4, alle ore 8 nei giorni a fianco di ciascuno indicato:

1. — Concorso per esami a duecentosettanta posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa delle Intendenze di finanza (gruppo *A*): 18, 19 e 20 settembre 1950;

2. — Concorso per esami a centosessantuno posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa dell'Amministrazione centrale del Ministero delle finanze (gruppo *A*): 5, 6 e 7 ottobre 1950;

3. — Concorso per esami a quarantacinque posti di ufficiale aggiunto in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale provinciale delle imposte di fabbricazione (specializzazione computisti): 9 e 10 ottobre 1950;

4. — Concorso per esami a 50 posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* del personale provinciale delle imposte di fabbricazione (specializzazione elettrotecnici): 11, 12 e 13 ottobre 1950;

5. — Concorso per esami a sessantacinque posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* del personale provinciale delle imposte di fabbricazione (specializzazione tecnici): 23, 24 e 25 ottobre 1950.

Art. 2.

Le prove scritte dei seguenti concorsi indetti con i decreti Ministeriali 9 maggio 1949 avranno luogo in Roma nel Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, n. 4 e presso le Intendenze di finanza di Ancona, Bari, Bologna, Cagliari, Catania, Catanzaro, Firenze, Genova, Messina, Milano, Napoli, Palermo, Torino e Venezia alle ore 8 dei giorni indicati a fianco di ciascuno dei concorsi stessi:

1. — Concorso per esami a ottocentosettantuno posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette: 11, 12 e 13 settembre 1950;

2. — Concorso per esami a ottocentonovantaquattro posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo di gruppo *C* dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette: 14 e 15 settembre 1950;

3. — Concorso per esami a trecentonovantatre posti di alunno in prova nel ruolo del personale d'ordine del Ministero e delle Intendenze di finanza (gruppo *C*): 2 e 3 ottobre 1950;

4. — Concorso per esami a ottocentosettantasette posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle tasse: 18, 19 e 20 ottobre 1950;

5. — Concorso per esami a milletrecentottanta posti di alunno in prova nel ruolo del personale sussidiario degli Uffici del registro (gruppo *C*) 27 e 28 ottobre 1950;

6. — Concorso per esami a trecentotrenta posti di alunno in prova nel ruolo del personale sussidiario delle Conservatorie dei Registri immobiliari (gruppo *C*): 30 e 31 ottobre 1950.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° agosto 1950.

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 3 agosto 1950
Registro Finanze n. 17, foglio n. 270. — LESEN

(3552)

PREFETTURA DI FOGGIA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Foggia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FOGGIA

Visto il proprio decreto n. 17799/Sanità in data 29 novembre 1949, con il quale venivano assegnate le condotte mediche vacanti in provincia al 30 giugno 1947 ai candidati dichiarati vincitori del concorso bandito con decreto prefettizio n. 15150 del 10 luglio 1950;

Considerato che i dottori Cirillo Francesco e Rossi Giuseppe, non hanno accettato rispettivamente le sedi di Faeto e Carlantino, loro assegnate con decreto prefettizio n. 017799-2 dell'8 luglio 1950;

Ritenuto di dover procedere alla nomina per le predette sedi dei concorrenti dichiarati idonei che seguono nella graduatoria e che hanno chiesto dette sedi in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori per la sede a fianco di ciascuno indicata:

1° Trombetti dott. Rocco: Consorzio Faeto Celle San Vito;
2° Trombetti dott. Vincenzo: Carlantino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Foggia, addì 27 luglio 1950.

Il Prefetto

(3518)

PREFETTURA DI PISTOIA

Graduatoria generale del concorso a tre posti di veterinario comunale vacanti nella provincia di Pistoia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PISTOIA

Visti i propri decreti n. 7479 del 20 giugno 1947 e n. 14745 Div. san. del 17 luglio 1947, con i quali venivano banditi i concorsi per tre posti di veterinario comunale vacanti nella Provincia al 30 novembre 1946;

Vista la graduatoria dei concorrenti stabilita dalla Commissione giudicatrice di Pisa, nominata con decreto A.C.I.S. in data 8 marzo 1949, e dal relativo verbale rimesso con nota 9643 del 16 giugno 1950;

Visti l'art. 68 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 265, e l'art. 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni della provincia, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati dichiarati idonei che hanno preso parte al concorso di cui sopra

1. Mennucci dott. Elio	punti	128,40
2. Dal Canto dott. Angiolo	»	116,39
3. Rossi dott. Giuseppe	»	106,08
4. Panichi dott. Giovanni	»	97,13
5. Senese dott. Vincenzo	»	95,55
6. Bini dott. Brunetto	»	87,67
7. Petreni dott. Alberto	»	83,34
8. Parducci dott. Guelfo	»	79,19
9. Mignanelli Giorgetti dott. Luigi	»	78,76
10. Lotti dott. Luigi	»	76,08
11. Ciampi dott. Luigi	»	61,82
12. Pieracci dott. Etrusco	»	58,95
13. Pazzagli dott. Pietro	»	57,12

Pistoia, addì 4 luglio 1950

Il prefetto: FESTA.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PISTOIA

Visto il proprio decreto n. 10014 Div. san., del 4 luglio 1950, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso a tre posti di veterinario condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1946;

Viste le domande presentate dai concorrenti e l'ordine di preferenza delle sedi da essi indicate;

Visto l'art. 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari condotti ai servizi dei Comuni della provincia, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottoindicati veterinari sono dichiarati vincitori del concorso a tre posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Pistoia al 30 novembre 1946, per le sedi per ciascuno specificata:

1. Mennucci dott. Elio: Pistoia;
2. Dal Canto dott. Angiolo: Tizzana;
3. Rossi dott. Giuseppe: Larciano.

Pistoia, addì 17 luglio 1950

Il prefetto: FESTA.

(3383)

PREFETTURA DI LIVORNO

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Livorno

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LIVORNO

Visto il proprio decreto n. 9853 Div. 3ª san. del 22 giugno 1947, con il quale veniva indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia;

Veduti i verbali trasmessi a quest'ufficio dalla Commissione giudicatrice del concorso sopraindicato, nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica dell'8 marzo 1949 per i concorsi a posti di veterinari condotti vacanti al 30 novembre 1946 nelle Provincie della Toscana;

Riconosciuta la regolarità delle operazioni compiute;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e l'art. 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso a posti di veterinario condotto di cui in narrativa, così come formulata dalla Commissione giudicatrice:

1. Marcacci dott. Ugo	punti	117,12
2. Dini dott. Carlo	»	116,21
3. Braccini dott. Antonio	»	112,37
4. Rossi dott. Giuseppe T	»	110,36
5. Marcacci dott. Cesare	»	110,23
6. Bendinelli dott. Angiolo	»	109,71
7. Corsi dott. Tullio	»	107,85
8. Palminteri dott. Stefano	»	102,91
9. Senese dott. Vincenzo	»	95,55
10. Chiellini dott. Pier Luigi	»	95,39
11. Berti dott. Guido	»	90,83
12. Marrenghi dott. Ottavio	»	87,96
13. Neri dott. Mario	»	87,91
14. Tubino dott. Dante	»	85,52
15. Pisani dott. Piero	»	84,07
16. Petreni dott. Alberto	»	83,34
17. Parducci dott. Guelfo	»	79,19
18. Pacifici dott. Umberto	»	75,25
19. Bernasconi dott. Pio	»	75,16
20. Brogni dott. Manlio	»	74,79
21. Di Prete dott. Leonardo	»	73,94
22. Romiti dott. Francesco	»	73,60
23. Falconcini dott. Gino	»	72,12
24. Ramacciotti dott. Tiziano	»	69,82
25. Mandrioli dott. Armando	»	66,22
26. Bagnoli dott. Alfredo	»	64,56
27. Corti dott. Alberto Dario	»	63,74
28. Ceccarelli dott. Gisberto	»	60,25
29. Pazzaglia dott. Pietro	»	57,12

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e dei comuni di Livorno, Bibbona e Castagneto Carducci.

Livorno, addì 15 luglio 1950

Il prefetto: TEDESCHI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LIVORNO

Veduto il proprio decreto di pari numero e data, con il quale viene approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso a posti di veterinario condotto formulata dalla apposita Commissione giudicatrice;

Visto l'ordine delle preferenze delle condotte determinato dalle dichiarazioni dei candidati fatte nelle domande di ammissione al concorso;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti veterinari sono dichiarati vincitori della condotta a fianco di ciascuno rispettivamente segnata:

1. Marcacci dott. Ugo: Castagneto Carducci, condotta veterinaria del capoluogo;
2. Dini dott. Carlo: Bibbona, condotta veterinaria del capoluogo;
3. Braccini dott. Antonio: Livorno, veterinario ai macelli pubblici;
4. Rossi dott. Giuseppe: Livorno, veterinario ai macelli pubblici.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Livorno, addì 15 luglio 1950

Il prefetto: TEDESCHI

(3451)

PREFETTURA DI VARESE

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Varese.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il proprio decreto n. 17282 San., in data 23 giugno 1949, con il quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti alla data del 30 novembre 1946 ai vincitori del concorso bandito con il decreto Prefettizio n. 15032 San., del 27 giugno 1947;

Visto che il dott. Zanella Emilio, 7° in graduatoria, vincitore della condotta medica consorziale di Albizzate-Solbiate Arno è decaduto dalla nomina per non aver assunto servizio entro il termine stabilitogli con la deliberazione relativa;

Dato atto che i dottori Vito Vitalone (24° graduato), Bresciani Oliviero (26°), Parolari Mario (28°), Daolio Renato Mario (32°), Preite Cesare (35°), Buffoli Riccardo (38°), Salvini Amalio (48°), Giampietro Cabrini (52°), Bernardino Sonzini (54°) Giuseppe Valsecchi (58°), Ugo Bigliardi (59°), e Bolognini Giuseppe (60°), hanno rinunziato successivamente alla nomina e che detta sede si è resa pertanto nuovamente vacante;

Considerato che il dott. Michele Carolillo, 61° graduato, ha diritto alla nomina per la sede di che trattasi;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Michele Carolillo, domiciliato a Monselice (provincia di Padova) è assegnato alla condotta consorziale di Albizzate con Solbiate Arno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune capo consorzio.

Varese, addì 20 luglio 1950

Il prefetto: VINCENTI

(3452)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.